



Syndicat C.G.T.

du NETTOIEMENT

EBOUEURS – C.E.N. – A.E.N.

Du fric pour la guerre, la mort.

Rien pour les salaires, la vie !!!

Les réformes se suivent et se ressemblent, avec des effets d'annonces, des semblants de reculades, du grand spectacle, des médias à la botte, des séances de pédagogie... tout ça en faisant planer l'ombre de la guerre.

Dans le même temps, on nous répète que tout ce qui est mis en place, est le programme qu'avait annoncé le candidat, qu'il faut donc attendre puisqu'une majorité de français ont voté pour lui.

**FORMIDABLE, UN CHAMPION DE LA COMMUNICATION LE PETIT AVOCAT DE NEUILLY !
MAIS QU'EN EST IL VRAIMENT ?**

Voici quelques arguments pour éviter les pièges de la pensée unique et permettre à chaque salarié de se faire sa propre opinion et leur permettre de se rassembler pour changer cette société et les desseins de Mr Sarkozy.

Revenons en premier lieu sur les réformes déjà passées :

- Paquet fiscal : 13,8 milliards d'€ d'exonération pour environ 13000 foyers les plus riches, non ce ne sera pas pour les petits salariés.
- Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires : rappelons que les heures supplémentaires sont là pour satisfaire un besoin de l'entreprise ou du service mais que jamais elles sont décidées par les salariés.
- Service minimum dans les transports : personne n'est dupe, puisque déjà annoncé par quelques sénateurs et députés ce texte devrait être élargi à l'ensemble des Services Publics.
- Privatisation de GDF : nous les agents du Service Public savons ce que cela veut dire et, au-delà, l'ensemble des citoyens sait aussi que leur portefeuille va le sentir.
- Loi sur l'immigration avec la mise en place de quotas, la recherche d'ADN pour prouver la filiation dans le cadre du regroupement familial, ce qui nous rappelle les années les plus sombres de notre histoire.
- Traité Européen simplifié : c'est égal au non respect de la parole des français qui avaient voté contre lors du référendum de 2005.

Depuis plusieurs annonces et plusieurs chantiers sont ouverts :

- TVA Sociale : + 5% mais cela devrait attendre après les municipales de 2008.
- Assouplissement des 35h00 avec la mise en place du temps choisi.
- Suppression de la retraite à 60 ans, remise en cause des régimes spéciaux, taxation plus élevée des préretraites.
- Sécurité Sociale : privatisation avec une place plus grande pour les banques et les assurances, mise en place de franchises supplémentaires, régime général pour tous.
- Mise en concurrence des hôpitaux et financement aux résultats, avec dans l'ombre des privatisations.

- Durcissement des règles pour les chômeurs.
- Mis en place d'un Contrat de Travail Unique.
- Remise en cause de la représentativité syndicale.

Dans la Fonction publique :

- 22700 suppressions de postes dans la Fonction Publique, puis pour 2009 non remplacement d'un départ à la retraite sur deux.
- Salaire au mérite.
- Choix pour les entrants, entre le statut de fonctionnaire et un contrat de droit privé.
- Pécule pour ceux qui désirent quitter la Fonction Publique.
- Rachat des Comptes Epargne Temps.

Mais comment le Président s'y prend pour faire avaler la pilule, il pari sur la division des organisations syndicales et des salariés, il espère que les solidarités ne se créeront pas, il s'appuie sur des médias qui sont tout à sa cause et la recette est la suivante :

Les chômeurs et les immigrés sont des privilégiés, tous des fraudeurs qui vivent aux dépens de la société.

Les cheminots, les agents d'EDF, de GDF et de la RATP sont des privilégiés.

Les salariés en CDI sont moins privilégiés mais plus que ceux en CDD.

Les fonctionnaires sont d'autres privilégiés.

**JAMAIS IL NE REMET EN CAUSE LES PRIVILEGES DU GRAND PATRONAT,
NORMAL SE SONT DES AMIS QUI LUI PRETENT
DES VILLAS ET YACHT POUR SES VACANCES !!!**

Alors est ce que l'ensemble de ces réformes va répondre aux attentes des salariés ? La CGT dit NON.

Tout d'abord, à ceux qui disent « qu'il fait ce qu'il dit » ce n'est pas vrai, en voici quelques exemples, lors de sa campagne il avait dit :

- Que l'Etat garderait 70% du capital de GDF et trois ans plus tôt il avait déclaré que jamais il ne privatiserait EDF et GDF, aujourd'hui GDF est privatisé et l'Etat ne détient plus que 35%.
- Que le pouvoir d'achat des français était sa première préoccupation, en juillet 2007 pas de coup de pouce pour le SMIC, pas d'augmentation pour les fonctionnaires en 2007 et en 2008.
- Que les partenaires sociaux seraient écoutés, un seul exemple le service minimum a été voté sans prendre en compte aucune des revendications des organisations syndicales.
- Qu'il serait le Président du rassemblement, de tous les français, sa stratégie est tout autre il essaie de nous diviser.

ET MAINTENANT COMMENT FAUT IL FAIRE POUR CONTRER CE GOUVERNEMENT ?

Tout d'abords, expliquons nous sur les différents points :

Le SERVICE MINIMUM EST un outil formidable pour briser ceux qui ont refusé de courber l'échine en 95 et ceux qui ont amené le plus grands nombres d'acquis pour les salariés, il sera certainement étendu dans les prochains mois à l'ensemble de la Fonction Publique pour éviter tout mouvement car c'est ni plus ni moins que **LA FIN DU DROIT DE GREVE**.

LES EXONERATIONS SUR LES HEURES SUPPLEMENTAIRES sont encore un fabuleux cadeau aux entreprises, mais cela va encore amplifier les « déficits » de la Sécurité Sociale et de nos régimes de retraite qui **entraîneront par simple mécanisme la mise en place de la TVA sociale** qui allègera un peu plus notre portefeuille.

LES différentes PRIVATISATIONS, tout le monde le sait, tout le monde a déjà pu le constater, elles entraînent nécessairement des effectifs en moins, des augmentations de tarifs pour satisfaire la demande des actionnaires, mais elles charrient aussi avec elles la suppressions des acquis pour les salariés de ces entreprises et la non garantie d'un Service Public de qualité pour tous.

La réforme sur les RETRAITES, tout d'abord, il dit s'attaquer aux régimes spéciaux, franchement est ce que remettre en cause les acquis de quelques 500 000 salariés va boucher les trous. Et n'oublions pas qu'en janvier 2008, le temps de cotisation sera rediscuté pour l'ensemble des salariés, et **la demande du MEDEF est de passer à 45 ans de cotisations**. Dans le même temps, l'annonce est faite de **supprimer le taquet des 60 ans et taxer plus lourdement les préretraites, de fait la retraite est dès aujourd'hui repoussée à 65 ans**.

SECURITE SOCIALE, le plan est clair, création de franchises supplémentaires, abandon de la solidarité nationale, grande place est faite aux assurances et banques, avec un alignement sur le régime général, c'est par exemple la suppression des 90 jours à plein traitement lors de maladie, **c'est une SANTE A DEUX VITESSES, une pour les riches, l'autre pour les pauvres**.

Assouplissement des 35h00, c'est là aussi pour permettre plus de flexibilité pour fragiliser le salariat, et pour permettre au patronat de disposer à sa guise du temps des salariés, **c'est la fin de la RTT**.

Mise en place du **CONTRAT DE TRAVAIL UNIQUE**, c'est la création d'un CPE pour l'ensemble des salariés, et **qui, d'ici quelques temps, pourrait être étendu à la Fonction Publique au nom de l'équité**, en effet pourquoi certains aurait le privilège d'un statut et pas d'autres.

REPRESENTATIVITE DES ORGANISATIONS SYNDICALES, là aussi les plans sont clairs, **c'est la casse des syndicats, pour en faire des organisations à la solde du patronat et pour éviter toute contestation des choix du capital**.

SALAIRES AU MERITE, depuis quelques années les fonctionnaires le savent bien, **les primes sont faites pour les diviser, si elles deviennent au mérite cela ne fera qu'amplifier cet état de fait et affaiblira l'un des fondement de la Fonction Publique qui fait qu'un fonctionnaire n'est pas au service de son employeur mais à celui des usagers**.

SUPPRESSION D'EFFECTIFS, la aussi par simple mécanisme, c'est moins de rentrée dans les caisses de retraite et de protection sociale, donc encore des déficits en perspective et l'on nous fera le coups du serpent qui ce mord la queue, **versement d'un pécule pour ceux qui partent (sans en dire le montant), encore un bon moyen de dégraisser les effectifs**.

FONCTIONNAIRES moins nombreux mais mieux payés, juste un petit calcul, en année pleine, les gains réalisés s'élèveraient à 500 millions pour le non remplacement d'1 fonctionnaire sur 2 et à 300 millions pour le non remplacement d'1 sur 3, ce qui ferait 60 euros par an à chacun des 5 millions de fonctionnaires soit **5 € / mois, et bien entendu en travaillant plus puisque nos missions seront les mêmes en étant moins**.

Choix pour les entrants entre le statut de fonctionnaire et un contrat de droit privé, ce n'est ni plus ni moins qu'une **PRIVATISATION DE L'ENSEMBLE DES SERVICES PUBLICS**, avec la suppression de l'ensemble des acquis des salariés, y compris dans leurs représentativités.

A tout cela se rajoute, la vie quotidienne et les différentes augmentations, produits laitiers et à base de céréales + 7 à 10%, les œufs + 5 à 10%, les volailles + 14% et puis l'électricité, le gaz, le carburant, les fournitures scolaires, les transports, les loyers... L'ADDITION EST LOURDE.

**LES CHOIX DU GOUVERNEMENT SONT CLAIRS,
MAIS CE N'ETAIT CERTAINEMENT PAS CEUX DE GUY MOQUET,
QUI A LUTTE ET DONNE SA VIE
POUR L'ENSEMBLE DES ACQUIS QUE NOUS AVONS AUJOURD'HUI
ET QUI SONT REMIS EN CAUSE.**

A cela que répond le gouvernement, la France est en faillite, il faut un plan de rigueur, il faut aller chercher 1 point de croissance... sur le dos des seuls salariés !!!

OUI, mais alors pourquoi avoir offert un cadeau de 13,8 milliards d'€ pour environ 13000 foyers les plus riches.

OUI, mais pourquoi les exonérations de charge des patrons s'élèvent à 25 milliards d'€ aujourd'hui (3 milliards en 93), qui pourraient financer plus de 4 millions de salariés en emplois stables au SMIC, avec bien entendu autant de rentrée pour la Sécurité Sociale et les caisses de retraite.

OUI, mais pourquoi les entreprises du CAC 40 ont réalisé plus de 80 milliards d'€ en 2006 comme en 2005.

OUI, mais pourquoi les actionnaires se sont partagés 24 milliards d'€ de dividendes.

OUI, mais pourquoi l'ensemble de ces milliards d'€ sont exonérés, ce qui a fait perdre à la Sécurité Sociale en 2005 : 11,6 milliards de recette en 2005, et cela bien entendu se répète tous les ans.

OUI, mais pourquoi se mettre à la solde des Américains, et vouloir englober des milliards dans une guerre contre l'Iran, rappelons que la France consacre 53 milliards de Dollars de dépense pour l'armement soit 875 Dollars par habitant. Et rappelons que les américains ont engloutis 2000 milliards dans la guerre sans compter les 600 000 morts et blessés du côté des Irakiens, les 3 780 morts et 27 800 blessés du côté des Américains.

OUI, mais pourquoi la France est en faillite, alors que cela même qui sont au pouvoir l'ont dirigé depuis au moins 5 ans.

OUI, mais pourquoi notre Sécurité Sociale va mal, alors que les franchises nous en payons depuis longtemps, que nous travaillons gratuitement le jour de la pentecôte...

OUI, mais pourquoi nos caisses de retraites vont mal, alors que les salariés du Privé ont subi une réforme en 1993 les faisant passer de 37,5 ans de cotisation à 40 ans avec un calcul sur les 25 meilleurs années au lieu des 10 ans, alors que ceux de la Fonction Publique ont subi la réforme Fillon de 2003 qui les a fait passer de 37,5 ans de cotisation à 40 ans.

**POURQUOI ? PARCE QUE LE GOUVERNEMENT SATISFAIT
LES SEULES REVENDICATIONS DU MEDEF,
EN ALIGNANT L'ENSEMBLE DES SALARIES VERS LE BAS**

Cela ne doit pas nous faire oublier que plus proche de nous le Maire de Paris a aussi un certain nombre de responsabilités, et nous n'oublions pas qu'un certain nombre de réforme, il les a appliquées à la lettre (ex : jour de pentecôte), que même certaines qui arrivent il les a devancées (ex : la suppression des correspondants du centre 602), le manque d'effectif, et le non remplacement dans certains secteurs de départs à la retraite, la mise en place de l'IAT avec son nombre important de déboire qui font perdre de l'argent au salariés.

**POUR TOUTES CES RAISONS
LE SYNDICAT C.G.T. DU NETTOIEMENT
A DECIDE DE PASSER A L'OFFENSIVE
ET INVITE L'ENSEMBLE
DES EBOUEURS, CHEFS D'EQUIPE, AGENTS D'ENCADREMENT
DU NETTOIEMENT
A PARTICIPER A TOUTES LES MOBILISATIONS
QUI VONT SE DEROULER DANS LES JOURS ET SEMAINES A VENIR
AVEC COMME MOT D'ORDRE
NON AUX REFORMES DU GOUVERNEMENT
NON A LA GUERRE
TOUS ENSEMBLE PUBLIC – PRIVE
POUR L'AUGMENTATION CONSEQUENTE DE NOS SALAIRES
CAR SEULE CETTE REVENDICATION PEUT SATISFAIRE
L'ENSEMBLE DES BESOINS DES SALARIES
ET DONNER LA PERSPECTIVE D'UNE SOCIETE JUSTE POUR TOUS.
L'AVENIR APPARTIENT A CEUX QUI LUTTENT**

Paris, le 24 septembre 2007

Union Syndicale des Fonctionnaires et des Salariés des Services Publics Territoriaux Parisiens (actifs et retraités)
3, rue du Château d'Eau Paris 10^{ème} Tel : 01.44.52.77.12 Fax : 01.44.52.77.29 courriel : cgt.syndicat@paris.fr